

**MOTION D'APPEL A LA RAISON  
DANS LA GESTION DES FONDS EUROPÉENS**

---

Les membres de la Chambre d'agriculture de Lot-et-Garonne, **réunis en Session** à Agen le 12 mars 2019, sous la présidence de Serge Bousquet-Cassagne,

**Considérant :**

- que l'Europe a attribué à la France 687 millions d'euros pour le développement des territoires ruraux sur les fonds Leader sur la période 2014-2020,
- que l'État français et les Conseils Régionaux sont pris en flagrant délit d'incompétence puisque seulement 4 % des fonds ont été distribués, alors que dans le même temps l'État est toujours aussi prompt à vouloir expliquer aux autres et principalement aux chambres d'agriculture comment se réorganiser pour économiser et gagner en productivité,
- que les projets ne manquent pas sur le terrain, que leurs porteurs soient agriculteurs, artisans, associations, collectivités...
- que, lorsque après un véritable parcours du combattant, le projet est accepté, mais qu'il doit être justifié et que pour ce faire, le temps à y consacrer représente au moins 30 % de l'enveloppe attribuée,
- que, lorsqu'il est justifié, le porteur obtient le premier versement au mieux trois ans après la fin de l'action,
- que, dans ce désastre, l'Europe peut être jugée responsable alors qu'elle est trop souvent affichée comme bouc-émissaire,

**Rappellent** à l'État et aux Conseils Régionaux leur engagement de simplification administrative et leurs trop nombreux retards de paiement sur ces dossiers Leader comme dans beaucoup d'autres concernant directement les agriculteurs, entre autre la PAC Bio!

**Demandent à l'État et aux Conseils Régionaux,**

- de reconnaître leur échec dans la gestion des fonds européens, en particulier du fait de leur volonté de ne pas accepter la décentralisation des services d'instruction et de paiement pour être au plus près des porteurs de projet en relation étroite avec les cofinanceurs (Région/Département),
- de limoger les responsables de l'ASP et des outils informatiques tels qu'OSIRIS dont chacun dans sa ferme, dans son quotidien, dans sa Chambre, dans sa collectivité a bien compris la totale inefficacité à tel point qu'on voudrait faire croire que le fautif en est l'outil et non

plus l'homme, le responsable qui se cache derrière et qui donne les ordres,

- d'organiser un grand débat dans chaque région pour casser un système contre-productif, simplifier les règles et réattribuer les responsabilités,
- de payer par anticipation tous les dossiers en retard d'instruction.

**Mandatent** leur président pour porter ce dossier.

Fait à Agen, le 12 mars 2019

Le Président

Serge Bousquet-Cassagne